

Publié le 22 février 2021 à 06h05

Coopération franco-allemande : l'avion de combat européen du futur en suspens



Le Système de combat aérien du futur, ou « Scaf », doit remplacer, à horizon 2040, les deux principaux avions de combat européens, dont le Rafale français, de Dassault Aviations (ci-dessus). (Photo Lionel Le Saux)

Lecture : 3 minutes.

Pierre angulaire de l'axe franco-allemand et de l'Europe de la défense, selon l'Élysée, le programme de l'avion de combat européen du futur est menacé par le chantage de l'Allemagne.

C'est par « un constat de désaccord », selon des confidences françaises, que s'est achevée, jeudi, une réunion cruciale entre les responsables du programme phare de la coopération industrielle franco-allemande (auquel s'est raccrochée l'Espagne) : le Système de combat aérien du futur, ou « Scaf ». Paris et Berlin l'avaient convoquée pour aplanir les différends apparus à la veille de son entrée dans la phase concrète de la réalisation du démonstrateur en vol, prévu pour 2026 - et des législatives allemandes.

L'échec de la négociation marque un tournant capital pour ce dossier majeur pour la souveraineté, l'industrie et les emplois français. Sans préjuger de la suite, la séquence lève le voile sur les illusions entretenues par l'Élysée sur le « couple » franco-allemand et le concept de « défense européenne ».

« Emmanuel Macron a exigé un accord politique au détriment de nos intérêts industriels », regrette Jean-Charles Larssonneur, député brestois, au sein du groupe Agir ensemble, membre de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, où il suit de près l'avancée de ce projet lancé, en 2017, par le chef de l'État et la chancelière allemande.

Un programme à 100 milliards d'euros

Le « Scaf » doit remplacer, à horizon 2040, les deux principaux avions de combat européens : le Rafale français, de Dassault Aviations, et l'Eurofighter Typhoon, fruit d'une coopération entre les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Espagnols, sous l'égide de la filiale Défense d'Airbus. Un programme à 100 milliards d'euros pour donner naissance à un système d'armes aériennes composé d'un avion et de drones.

Les deux capitales plaident alors l'obligation de nouer des alliances pour amortir la facture, un passage obligé pour ne pas être contraint d'acheter américain. Côté français, Macron hisse vite ce programme au rang de symbole de sa volonté de bâtir une « Europe souveraine » avec son armée commune. C'est son discours de la Sorbonne du 26 septembre 2017.

L'Allemagne, dont les industriels ne savent plus construire seuls un avion de combat depuis 1945, flaire la bonne occasion.

L'Allemagne multiplie les exigences

Il est entendu que le programme sera piloté par Dassault Aviations, qui détient tous les savoir-faire, et que nos entreprises capteront la majorité des contrats. Airbus accepte de se ranger sous la bannière de l'avionneur. Inédit. En contrepartie, Berlin prend l'ascendant sur la réalisation du char de bataille du futur, le « MGCS ». Mais, en 2019, quand il faut débloquer les premiers crédits substantiels, les députés du Bundestag, qui valident toutes les dépenses militaires, bloquent et négocient plus de retombées

industrielles. L'Élysée lâche déjà du lest.

Aujourd'hui, les Allemands passent carrément à l'offensive. Ils ont multiplié les exigences inacceptables pour les Français, comme la rétrocession de toute la propriété intellectuelle chez Dassault ou encore une répartition équitable de la charge de travail. Dans cette partie, l'Allemagne a tout à gagner. La France, beaucoup à perdre.

Soutenez une rédaction professionnelle au service de la Bretagne et des Bretons : abonnez-vous à partir de 1 € par mois.

Je m'abonne